

Nouvelle-Écosse avec celui de la capitale nationale, l'on constate qu'il lui est de 4 p. 100 supérieur. Par conséquent, notre décision de procéder à ce transfert et à d'autres ailleurs dans la région de l'Atlantique où les perspectives économiques sont plus faibles que dans le centre du Canada, s'appuie sur des motifs humanitaires. Cette décision était en partie fondée sur la nécessité de procéder à la décentralisation de nos services dans le but d'établir des relations plus étroites avec les habitants des régions isolées. Nous devrions envisager cette question dans le véritable contexte canadien du partage. Les habitants de cette région ont droit à un niveau de vie comparable à celui de leurs concitoyens de la capitale nationale. J'espère que notre initiative est un pas dans cette voie. Montrons-nous généreux et tâchons de ne pas tout garder pour le centre du pays. Acceptons de bonne grâce de partager nos richesses.

Les travaux de construction des bureaux de l'Office de tourisme du gouvernement du Canada à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, vont bon train. Les nouveaux locaux seront prêts à être occupés en 1983. Les fonctionnaires de l'Office de tourisme ont rencontré à plusieurs reprises les représentants de la ville et ceux de la Société des Postes et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, pour s'assurer que le déménagement se fera avec le moins de heurts possible et ne dérangera nullement les touristes désireux de se renseigner sur le Canada. Les sociétés de transport, et notamment le CP, ont été priées d'estimer le coût du transfert des services d'information touristiques aux services de diffusion de Yarmouth. Les représentants de l'Office ont également rencontré récemment les représentants de la Société des Postes à Halifax, lesquels les ont assurés de leur entière collaboration. On présentera bientôt à l'Office de tourisme un plan pour la mise sur pied d'un service postal devant desservir Yarmouth en attendant que la nouvelle société d'État soit rodée.

Des entretiens ont également eu lieu à Yarmouth avec les représentants du ministère de l'Emploi et de l'Immigration au sujet de la dotation éventuelle des nouveaux services. Ici même à Ottawa, un conseiller en orientation professionnelle s'occupe d'aider les employés des services de diffusion qui ont préféré ne pas suivre leur employeur et rester dans la région de la capitale nationale à se recycler et à se trouver un nouvel emploi.

Le gouvernement du Canada souhaite la décentralisation et, compte tenu du chômage élevé dans la région de Yarmouth par rapport à la ville d'Ottawa, je ne crois pas que nous ayons lieu de nous plaindre, mais nous devrions plutôt aider nos concitoyens défavorisés.

● (2210)

L'ÉCONOMIE—LES FACTEURS EXAMINÉS LORS DE LA PRÉPARATION DU BUDGET. B) LA DURÉE DE LA RÉCESSION

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur l'Orateur, mon intervention porte sur une question que j'ai posée au premier ministre (M. Trudeau) le 9 décembre de l'année dernière. A l'époque, je lui ai fait remarquer que comme le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) ne se trouvait pas à la Chambre, il se devait d'informer les députés du sort des 140,000 personnes qui, d'après l'Association des manufacturiers canadiens, avaient perdu leur emploi au cours des trois mois précédents. L'empereur était d'humeur exécrationnelle ce jour-là et il s'est contenté de répondre: «Je serai ravi de transmettre les instances du député au ministre. Je crois qu'il sera à la Chambre sous peu.» J'ai poursuivi en lui demandant

### L'ajournement

s'il pouvait nous dire pourquoi lui-même, le ministre des Finances (M. MacEachen) ainsi que le ministre de l'Industrie et du Commerce nous avaient plongés dans une récession aussi grave que celle que nous connaissons. L'empereur a alors répondu qu'il n'était pas d'accord avec le postulat sur lequel s'appuyait cette question et qu'il ne pouvait en conséquence pas y répondre.

Si je prends la peine de répéter cette question et les deux réponses qui m'ont été fournies, c'est parce que j'estime que le gouvernement ne se rend pas vraiment compte des difficultés qu'il crée dans notre pays. L'Association des manufacturiers canadiens a déclaré à l'époque que 140 000 personnes avaient perdu leur emploi. Or, comme nous le savons, le président de l'AMC a annoncé la semaine dernière que quelque 400 000 Canadiens seraient mis à pied à cause de la récession à laquelle notre pays est en proie.

Le premier ministre estime peut-être qu'il peut se moquer de ce que nous disons. Il estime peut-être pouvoir dire que, techniquement parlant, nous ne sommes pas en récession. Tous les économistes de notre pays le désapprouveraient. Une chose est certaine c'est que tous les ans depuis quatre ans, la croissance réelle par habitant dans notre pays est négative.

Monsieur l'Orateur, je vous demande de vous fier à mes chiffres. On a pu lire dans le numéro d'octobre de la publication *Euromoney*, bien considérée sur le plan international, que notre pays s'était classé treizième du point de vue des résultats économiques entre 1974 et 1981. Nous arrivons donc après des pays comme Taiwan, Singapour, Hong Kong, l'Arabie saoudite, la Malaisie, l'Irak, l'Égypte, la Thaïlande, Chypre, le Japon, la Corée, Burma, le Paraguay, l'Inde, le Honduras, la Libye, le Pakistan, l'Indonésie, la Tunisie, Trinidad et Tobago, les Philippines, Panama, le Guatemala, l'Équateur, les États-Unis, la Norvège, l'Allemagne, l'Autriche, le Malawi. Le Canada vient après.

J'ai dit cela parce que je pense qu'il est temps que non seulement l'empereur, mais aussi ses ministres, les valets du pouvoir qui l'entourent reconnaissent la terrible situation dans laquelle ils ont plongé notre pays. Nous avons un taux d'inflation fort concurrentiel. En fait, on peut lire dans le numéro d'octobre de *Euromoney* dont je viens de parler, que nous arrivons en dix-neuvième place pour ce qui est du taux d'inflation. Pour ce qui est de la croissance économique entre, je le rappelle, 1974 et 1981, nous nous classons quarante-huitième.

Je voudrais dire à la Chambre ce soir qu'il est temps, étant donné les richesses, les ressources agricoles que nous avons, le potentiel, les personnes de talent, étant donné notre proximité avec le marché le plus riche du monde, que le gouvernement relève le défi qui lui incombe de nous placer à nouveau dans le peloton de tête des nations du monde moderne.

● (2215)

Voilà pourquoi j'estime que le premier ministre devrait donner des explications non seulement à la Chambre, mais aux Canadiens vu que nous sommes en pleine récession. Il devrait nous dire pourquoi pour ce qui est du revenu personnel, nous nous retrouvons derrière la Suisse dont tous les citoyens, hommes, femmes et enfants ont un revenu personnel de \$14,240 américains. Qu'il nous dise pourquoi nous venons derrière le Luxembourg où le revenu personnel atteint \$12,820; en Suède il atteint \$11,920; au Danemark, \$11,900; en Allemagne, \$11,730; en Belgique, \$10,890; aux États-Unis,